

**Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : ETS PUBLIC FONCIER DE HAUTS DE FRANCE**

Correspondant : Service commande publique, 594 Avenue Willy Brandt - CS20003, 59777 Euralille, tél. : 03 28 07 25 00, courriel : marches-publics@epf-npdc.fr, adresse internet du profil acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Objet du marché : RONCHIN - Opération « Bâtiment Industriel, rue du Général Leclerc » - Mission de maîtrise d'œuvre dans le cadre des travaux de désamiantage, démolition et dépollution**Catégorie de services****Caractéristiques principales :**

- Des variantes seront-elles prises en compte : Non
- La consultation porte sur une mission de maîtrise d'œuvre, comprenant les phases conception et réalisation, pour les travaux de désamiantage, démolition et dépollution à Ronchin, Bâtiment Industriel, rue du Général Leclerc. Les biens sont propriétés de l'EPF et propriété de la ville de Ronchin. Le site d'une emprise foncière de 3 341 dont 2 813 m² de surface bâtie comprend 1 bâtiment industriel, 1 bâtiment d'activités et 17 maisons.

Prestations divisées en lots : Non

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

Possibilité de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements : Non

Si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement.

Aucune modification de la composition du groupement ne sera autorisée entre la remise des offres et la signature du marché.

Les candidatures et offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés**Unité monétaire utilisée, l'euro****Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :****Documents produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :**

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédent celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3 du code du travail)
- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique
- Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché.
- En matière de fournitures et services, une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise.
- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat : Capacité des personnes désignées à réaliser la maîtrise d'œuvre de travaux de retrait de matériaux contenant de l'amiante (certification professionnelle, attestations de formation du personnel à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions du décret 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante) | Capacité des personnes désignées à réaliser la maîtrise d'œuvre de travaux de démolition (OPQIBI 1208) et/ou références - éléments de preuve attestant de la capacité des personnes désignées à réaliser la maîtrise d'œuvre de travaux de démolition | Capacité du candidat à réaliser le diagnostic PEMD (Produits, Equipement, Matériaux, Déchets) conformément au décret n°2021-822 du 25 juin 2021 pris en application de la loi AGEC (Anti-Gaspillage pour une Economie Circulaire) et complété par son arrêté d'application du 26 mars 2023 ;
Capacité des personnes désignées à réaliser des études de stabilité de structure en vue du maintien total ou partiel d'un ouvrage (OPQIBI 1209) | Capacité des personnes désignées à réaliser la maîtrise d'œuvre de travaux de dépollution des sols (notamment qualification LNE, sites et sols pollués NFX 31-620-3, ingénierie des travaux de requalification)
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>)
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>)
- Formulaire DC4, Déclaration de sous-traitance. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>)
- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci dessous avec leur pondération :

- Prix des prestations (la mise en œuvre de ce critère est détaillée au règlement de la consultation) (60 %)
- Valeur technique (les sous-critères et les modalités de mise en œuvre sont détaillées au règlement de la consultation) (40 %)

Type de procédure : Procédure adaptée

Date limite de réception des offres : 06 février 2026 à 12 h 00

Délai minimum de validité des offres : 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Numéro de référence attribué par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : MOE5597APE

Renseignements complémentaires : La remise des offres est conditionnée à la visite du site. Les modalités d'organisation des visites sont décrites dans les pièces de la consultation | l'enveloppe financière allouée aux travaux par le Maître d'ouvrage est de 430 000 euros (H.T.) | le délai d'exécution de la mission est de 24 mois

à compter de la date de démarrage fixée par ordre de service.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 08 janvier 2026

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus : Correspondant : Service juridique et commande publique , ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE HAUTS DE FRANCE, 594 Avenue Willy Brandt - CS 20003, 59777 Euralille, courriel : Marches-publics@epf-hdf.fr, adresse internet : <https://epf-hdf.fr/>

► Données non publiables à destination des supports de diffusion

Support	Département	Rappel
BOAMP Publication intégrale	59 - Nord	

► Données de facturation

Libellé de la facture :

ETS PUBLIC FONCIER DE HAUTS DE FRANCE

59777 - Euralille